

# le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE-COMMUNISTE

Washington,  
nous voici !

WASHINGTON, nous voici !  
Mais cette fois, c'est un monde  
qu'il s'agit de libérer.

C'est dans ces termes que l'OEuvre annonce les prochaines conversations américaines.

En vérité ces messieurs sont trop bons de vouloir ainsi libérer le monde. Ils se sont sans doute aperçus de la déresse des hommes, de la misère des millions de chômeurs et ils veulent y porter remède. Ils s'offrent, certainement, ces bons apôtres, en sacrifice sur l'autel de la Prospérité, cette déesse irritée ; ils consentent à abandonner, dans une autre nuit du 4 août, leurs priviléges et leurs prébendes... C'est ainsi qu'ils veulent sauver le monde.

Ecoutez-les. Voici M. Hull, secrétaire d'Etat américain aux Affaires Etrangères... Le manque à gagner des Etats-Unis dans le commerce international, depuis la crise, s'élève à plus de six milliards de dollars. Qu'est-ce à dire ? Et de quoi se préoccupent ces prétendus sauveurs du monde ? Les gouvernements américains veulent la reprise des affaires ; les français veulent le maintien des traités de rapine de 1919 ; les allemands veulent le corridor, des tanks, des avions militaires, des colonies et le reste... Et ils appellent cela libérer le monde ! La plaisanterie est mauvaise.

Nous laisserons à quelques naïfs le loisir de s'en offusquer. Il y a longtemps que dans ce journal nous avons montré quelles vues étroitement nationalisées se cachaient derrière ces conversations amicales où chacun espère tirer son épingle du jeu. Dans le cas actuel où peuvent aboutir les entretiens de Washington ? Une controverse les domine : la révision des traités.

On connaît la thèse actuelle du gouvernement français : pas de révision ! Et les Etats de la Petite Entente disent aussi : pas de révision ! Et toute la presse de répéter : la révision des traités, c'est la guerre. Il est vrai qu'on semble admettre que le statu-quot est aussi la guerre car l'Allemagne ne peut pas admettre les mutilations du traité de Versailles.

Il est impossible de sortir du dilemme. Tout au plus peut-on espérer ajourner un inévitable dénouement. C'est ce que Mussolini veut tenter dans son projet de pacte à quatre qui tend à cristalliser provisoirement et à aménager progressivement une situation pleine de périls. Mais le dénouement viendra, soyons-en sûrs. Il viendra quand les Allemands occuperont le corridor ou en toute autre occasion. Il n'est pas donné à M. Roosevelt ni au Duce de barrer la route à l'histoire sanglante du capitalisme.

Seule la classe ouvrière peut, si elle le veut, s'opposer au futur massacre des innocents. Si elle le veut, c'est-à-dire si elle se dresse, unie dans une farouche pensée révolutionnaire, contre ceux qui travaillent à l'assassiner sur de nouveaux et glorieux champs de bataille.

Les partis politiques travaillent-ils à cette union si nécessaire ? Non, ne paraît pas. Socialistes et communistes continuent à jouer au plus malin et à pratiquer une politique de sectarisme et d'abandon, tout en lancant des appels à l'union. Chaque jour montre davantage une carence devant la lutte essentielle. La classe ouvrière ne doit pas compacter sur eux, mais sur elle-même.

Elle seule peut libérer le monde.

LASHORTES.

## La classe ouvrière en lutte

### La magnifique résistance des ouvriers de Citroën

Depuis quinze jours, les ouvriers du pont de Javel sont dans la lutte pour faire échec aux diminutions massives de salaire que tente de leur imposer leur arrogant exploitant.

Quinze jours de lutte, de privations et de misères, qui n'ont en rien diminué leur combativité, leur volonté de vaincre.

Les métallos soudés en un bloc compact ont su déjouer jusqu'à ce jour les basses manœuvres, les pièges et les sournoises combinées. Nul doute, que grâce à leur cohésion, à leur foi dans la lutte, ils n'arrivent finalement à faire reculer le grand magnat de l'automobile.

« Nous ne rentrerons que quand la diminution sera abandonnée par la direction », disent les ouvriers résolus. En réponse, celle-ci fait savoir que la diminution proposée est absolument nécessaire pour permettre à la firme de continuer la fabrication.

On connaît la valeur de cette affirmation après la publication du bilan de l'entreprise dont les bénéfices n'ont fait que suivre une courbe ascendante ces dernières années, en dépit même de la crise.

Les méthodes de rationalisation poussées à l'extrême, l'acceptation de la cadence a permis le maintien de cette position avantageuse.

Citroën ne peut donc légitimer la diminution de 20 à 30 pour cent qu'il essaye d'imposer à ses ouvriers, par une situation déficiente. La véritable cause apparaît plus tôt comme étant la nécessité de payer un dividende plus important, afin de maintenir le crédit de l'entreprise et d'ouvrir ainsi des possibilités d'emprunts, toujours précieuses en notre époque de crise où les disponibilités financières sont rares, où les capitaux inquiets se terrent et se laissent facilement tenter même par les perspectives d'une large rémunération.

Un journal de finance a annoncé la semaine dernière que dans le cas où le conflit Citroën se fermerait à son avantage, c'est une somme de 30 à 35 millions qui serait ainsi économisée sur les salaires ! Le monde du travail se serait frustré de cette somme au profit du capitalisme.

Trente-cinq millions ! qui auraient pour prix une exploitation accrue, une misère aggravée pour les travailleurs. N'est-ce pas odieux ! Et cela pour maintenir ou augmenter la rentabilité des capitaux engagés. Pour permettre à Citroën de jeter des dizaines de millions sur les tapisverts des casinos, sur les plages à la mode. Encore pour convier, tout le ban et l'arrière-ban de la faune dorée qui hante la

côte d'Azur, à des fêtes et à des noublas fastueuses.

On comprend dans ces conditions, que les ouvriers aient riposté avec vigueur aux insolentes prétentions de leur exploitant, et manifestent un légitime désir de triomph.

C'est là un sentiment qui est partagé par toute la classe ouvrière qui suit avec attention les péripéties de la lutte.

Et cette bataille sociale, par l'allant, l'énergie avec lesquels elle est menée, provoque l'enthousiasme. Le comité aussi dépendance à la toiserie de Javel gagna rapidement plusieurs ateliers, au point que dans l'impossibilité de continuer la fabrication et dans un deuil d'intimidation, la direction déclara un premier lock-out de cinq jours. A la réouverture des portes, plusieurs milliers d'ouvriers restèrent dans la rue, paralysant ainsi pratiquement toute fabrication.

Des copains entrés avec les hésitants ou les timorés entraînent ceux-ci dans la lutte. Le matin même de la rentrée, la tôle et la sellerie débrayèrent et à la reprise de l'après-midi, de nombreux ateliers de Javel suivirent, ce qui provoqua la fermeture de cette usine à 15 h. 30. Le lendemain, les autres usines débrayèrent tour à tour et le lendemain, le dernier bastion réfractaire, l'usine d'engrenages de Grenelle entraîna à son tour dans la lutte, généralisant ainsi d'une façon totale le mouvement de résistance.

La surprise et le désarroi de la direction devant l'ampleur du mouvement se sont manifestés presque aussitôt par des notes adressées à la presse, où elle se déclare prête à recevoir toutes délégations pour arriver à un accord.

On est loin de l'arrogance insolente des premiers jours. Les patronat se font presque aimables avec la délégation qui a la charge des intérêts ouvriers.

Face aux mandataires du patronat, la position de celle-ci est bien nette. Pas de diminutions, pas de licenciement. Tel est le mandat ferme qui lui est confié par les grévistes.

Cependant, la direction essaie de dissocier le bloc des ouvriers. C'est ainsi que divers ateliers ont vu le taux de diminution qui les frappe réduit jusqu'à 6 pour cent, d'autres à 10 ou à 15 pour cent. La maîtrise est mobilisée et travaille en partie sur les chaînes de finition, et l'autre partie est occupée à raccrocher les grévistes pour les amener à reprendre le travail. Divers moyens sont employés pour arriver à ce but : menaces de licenciement, pro-

mises de stabilité d'emploi et d'augmentation et diverses autres récompenses.

Jusqu'à présent, rien n'a fait. Promesses et menaces se sont renversées menaçantes. Le bloc ouvrier reste intact dans la lutte.

En cette époque de crise et de répression, le patronat mène une violente offensive contre les conquêtes si péniblement acquises par les travailleurs au prix de combien de luttes et de souffrances. Il faut que le puissant effort des ouvriers de Citroën marqué l'arrêt de l'offensive patronale et le départ de la contre-offensive ouvrière. Car, est-il besoin de le dire, les ouvriers en lutte n'ont pas seulement à batailler contre Citroën, mais aussi contre le moderne féodatisme des seigneurs de l'industrie, groupés solidement au sein du trop fameux Comité des forges.

Il faut, disons-le clairement, que les dirigeants de cette grève qui ont la lourde responsabilité de conduire ce magnifique mouvement, ne se laissent point distraire des buts réels de la lutte, qu'ils restent convaincus que l'intérêt supérieur du patronat, qu'ils evitent avec soin de désagréger le bloc ouvrier en suscitant des germes de division. Et pour cela, il est nécessaire qu'ils renoncent à toute arriérée-pensée politique, à toute exhibition de politiciens, comme Montjauvis ou de pitres comme Vauvillant-Couturier.

Car si les ouvriers de Citroën rentraient vaincus, les magnifiques perspectives de la lutte qu'ils ont fait naître leur mouvement, la confiance et l'espoir qu'il a glissé au cœur de tous les prolétaires s'évanouiraient. Et de nouveau le découragement, la résignation, voire même la démoralisation hanteraient la conscience ouvrière et feraient arriver leurs habitudes et si cruels ravages.

Cependant que le capitalisme poursuivait immédiatement son offensive et solutionnerait les difficultés qui l'assaillent sur le dos des travailleurs.

L'enjeu de la bataille est lourd de conséquences, pour l'intérêt de la classe laborieuse.

Nous espérons, faiblement il est vrai, que ses dirigeants ne recommanderont point les erreurs mortelles d'un passé encore très proche.

Qu'ils oublient qu'ils sont les hommes d'un parti insuffisant, à jamais décrédité, pour penser qu'ils sont des combattants, au service de la classe ouvrière, car s'il en était autrement, ils mériteraient l'accusation dont ils sont si prolixes envers leurs adversaires : de trahison des intérêts vitaux des travailleurs.

## La campagne contre l'antisémitisme

L'accalmie survenue dans la campagne antisémite en Allemagne fait crier victoire à tous ceux qui s'indignent contre un prétendu retour aux pratiques médiévales. On évoque les bûchers dressés en permanence, la rouelle de drap jaune qui désignait les Juifs à la vindicte populaire. On rappelle les pogroms de la Russie tsariste. Hitler prenait déjà la monstrueuse grandeur d'un Torquemada ou d'un Ximenès.

Le monde entier s'indigna. Il honnit Hitler qui décapitait l'Allemagne d'une partie de son élite intellectuelle. Il appartenait à chacun monstrueusement ombré de persécuter ceux qui eurent tant à souffrir au long des siècles de l'incompréhension et de la jalouse.

Le résultat ne se fit pas attendre. Dans tous les pays, les Juifs se mobilisèrent en formidables démonstrations de solidarité. La situation de leurs frères d'Allemagne, le danger d'un exemple qui pouvait être suivi, réveillerent le mépris et la rancune séculaires. Juifs d'origines diverses se retrouvèrent Juifs, formèrent bloc. Les proclamations, les cortèges prirent un caractère nettement nationaliste.

En quelques semaines une nouvelle psychose de haine et de revanche s'était formée, haine de l'oppression, de la barbarie d'un dictateur et de ses troupes, qui en se développant paraissait prêt à se généraliser au peuple tout entier. Ce n'était plus seulement les nazis qui persécutaient les Juifs, c'était l'Allemagne, pour un peu, c'était les ouvriers allemands affamés, désaxés qui voulaient exterminer jusqu'au dernier, les malheureux de la race ennemie. Elle est significative à ce sujet l'intervention du général Weiller à un des meetings qui s'est tenu récemment pour protester contre la campagne antisémite. Sans faire de différence entre l'Allemagne hitlérienne et anti-hitlérienne il se déclara prêt à mener au feu tous les français qui veulent protester contre les molestations exercées sur les Juifs.

Donc on boycottte les produits allemands, croyant vaincre l'hitlérisme. Par ce chevalier des temps, on affame encore davantage un peuple dans la misère, aussi bien les commerçants et propriétaires anti-hitlériens que nazis, aussi bien les Juifs que les « vrais » allemands.

Pour mieux lutter on se proclame prêt à défendre les Juifs par les armes. Mais ces âmes généreuses de la « Victoire », du « Quotidien », de l'« Oeuvre » et autres journaux bourgeois partent elles beaucoup des militants révolutionnaires tués ou emprisonnés en cette même Allemagne par ce même pouvoir odieux ?

Et en s'étonne plus alors, qu'on oppose des entraves de toutes sortes à la protestation contre les massacres de Sampiero plus sanglants encore.

On fait une discrimination entre les injustices à combattre, les erreurs à dénoncer. Pour des gouvernements prudents il en est qu'il faut laisser dans l'ombre, mais on s'indigne de l'apathie de la masse se laissant prendre à des psychoses qui les détournent de la claire conscience des nécessités révolutionnaires.

Capitalistes et politiciens ont beau partout, on croit, que cette campagne de boycottte défend une idée, c'est la cause de la « civilisation », alors qu'elle n'est que l'origine de souffrances pour un peuple dans la détresse, rendu fou par cette déresse même. L'unanimité de la presse en serait déjà une preuve.

On proteste en faveur des Juifs. Mais ces âmes généreuses de la « Victoire », du « Quotidien », de l'« Oeuvre » et autres journaux bourgeois partent elles beaucoup des militants révolutionnaires tués ou emprisonnés en cette même Allemagne par ce même pouvoir odieux ?

Et en s'étonne plus alors, qu'on oppose des entraves de toutes sortes à la protestation contre les massacres de Sampiero plus sanglants encore.

On fait une discrimination entre les injustices à combattre, les erreurs à dénoncer. Pour des gouvernements prudents il en est qu'il faut laisser dans l'ombre, mais on s'indigne de l'apathie de la masse se laissant prendre à des psychoses qui les détournent de la claire conscience des nécessités révolutionnaires.

Contre Hitler, toujours, contre toutes les dictatures et tous les régimes persécuteurs aussi bien de Juifs que de militants révolutionnaires, et toujours défiance des soi-disants mobiles généreux, voiles hypocrites de la haine et de l'intérêt.

prendre l'art et la manière de se servir des machines à tuer ses semblables.

C'est ce qui a été dit à Bagnole par des chefs « prolétariens » en réponse à V. Méridi.

Et c'est ce qui prouve bien que la guerre n'est pas à la veille de disparaître de notre planète.

On aura beau argumenter, sophistiquer, couper des cheveux en quatre, on ne pourra jamais mettre en défaut sur ce point, la vieille logique anarchiste : Tout Etat quel qu'il soit, ne peut subsister sans armée, et qui dit armée dit inéluctablement : guerre.

Contre la guerre par tous les moyens ! Bravo !

Gestes individuels, actes collectifs, révolution en réponse à une mobilisation, c'est parfait.

Mais, équiper une armée « antimilitariste » pour la défense d'un Etat « libérateur de l'individu » c'est non seulement perdre son temps, mais préparer d'autres hécatombes.

C'est ce que nous ne devons pas nous lasser de répéter. — Pierre MUALDES.

## NOS MEETINGS

### Contre la répression en Espagne

### Pour la libération de Pétrini

Il y avait trop peu de monde, mercredi soir, à la salle des Sociétés Savantes. C'est d'autant plus regrettable que, comme le savent les lecteurs du « Libertaire », l'affaire Pétrini est un épisode d'espèce.

La salle continue à se remplir lentement quand, vers neuf heures, notre camarade Frémont ouvre la séance. Après avoir indiqué le but de la réunion, il résume l'affaire Pétrini et présente brièvement la difficulté de la tâche des défenseurs de Pétrini.

Après quelques mots d'Henri Lucien, la parole est à Henri Guillebaud. Celui-ci se présente en ami et en défenseur de l'Union soviétique. Mais il est également ami et défenseur de la vérité. Aussi dénonce-t-il sévèrement les louches tractations d'un Marcel Cachin, intermédiaire officiel du gouvernement français pendant la guerre, porte-parole officiel du gouvernement soviétique aujourd'hui. Guillebaud montre que l'atmosphère des milieux d'émigrés est vite irrespirable, chacun, avec le temps, ayant tendance à se méfier de son meilleur camarade, et à voir en lui un mouchard. Cela pourrait expliquer, dit Guillebaud, dans une certaine mesure, l'arrestation de Pétrini. Mais comme aucune certitude ne peut être fournie à cet égard, il demande au gouvernement soviétique des éclaircissements sur le cas Pétrini, et que l'on fasse connaitre à tous les chefs d'accusation retenus contre celui-ci.

Henri Ryner éraillait que la confiance de Guillebaud ne soit vain et que le gouvernement soviétique, loin de reconnaître ses erreurs, s'obstine à les nier ou à les voler, et ne soit, par là, aussi méprisable que les gouvernements bourgeois. Puis Henri Ryner rappelle les détails de l'affaire Pétrini, en insistant sur ceux qui montrent en Pétrini un révolutionnaire victime des gouvernements italien et russe, et non un espion ou un mouchard. Le gouvernement italien qui ne sait pas s'il est coupable ou non de meurtre d'un maréchal des carabiniers, pendant les émeutes d'Ancone en 1920, veut l'érafler sans le juger, et la garde treize mois en prison. Il veut que ce révolutionnaire soit jugé d'avance. Henri Ryner exprime avec force la haine que lui inspirent les militaires, les gendarmes, tous « ceux qui tirent derrière la barrière des lois », et son admiration — bien

(Voir la suite en 2<sup>e</sup> page.)

## A PROPOS...

### ...d'une duperie

On a manifesté dimanche à Bagnole.

On a comploté 61.214 personnes qui ont défilé pour la paix à la mode d'Amsterdam, c'est-à-dire contre la guerre impérialiste.

# NOS MEETINGS

## Contre la répression en Espagne

(Suite de la 1<sup>re</sup> page)

nationaliste notoire, prouvaient qu'ils n'avaient agi que sur ordre du gouvernement, qui les destituia. Han Ryner conclut en insistant sur la nécessité de faire la lumière auprès des travailleurs sur tous ces événements.

La parole est ensuite donnée à notre vieux camarade Sébastien Faure, qui, tout de suite, rappela que depuis longtemps les anarchistes ont pris position, étant toujours avec les persécutés contre les persécuteurs, expliquant l'attitude des politiciens qui, hors du gouvernement sont contre la répression, et, au pouvoir, sont pour la répression, nécessité absolue, dit-il, de leur parti, pour se maintenir au pouvoir.

Les anarchistes, précise Sébastien, ne veulent être les maîtres de personne ni obéir ni commander. Il rappelle un compte rendu de journaliste qui communiqua à certains journaux de gauche (ici en France) (1), une lettre de Victoria Kent, directrice des services pénitentiaires en Espagne — singulier emploi pour une femme de cœur — dans laquelle ladite directrice essaie de prouver que la vie des prisonniers politiques en Espagne ne serait rien moins qu'une vie de château... château en Espagne, sans doute. Examinant la position de nos camarades espagnols de la C.N.T. et de la F.A.I. l'orateur approuve leur tactique qui consiste à ne laisser aucun répit aux politiciens dits de gauche, car les politiciens ayant fait leur révolution, le peuple, lui, n'a pas fait la sieste, et profitant des leçons du passé et des événements de l'étranger ne compte que sur lui-même pour obtenir son salut. Malheur ! l'orateur, à un peuple qui se débarrasse d'un tyran pour le remplacer par un camarade.

Une ovation formidale salua la camarade Frederica Montseny venue tout exprès d'Espagne pour participer à ce meeting.

Parlant d'abord en espagnol, ensuite en français, la camarade constata avec un peu d'humour, qu'en Espagne un tel meeting aurait rempli une salle de 10.000 personnes. Entamant la question traitée ici ce soir, d'une voix chaleureuse l'orateur explique que les événements d'Espagne permettent tous les espoirs quant à leur issue ; le peuple espagnol, dit-il, loin de se décourager devant les coups qui lui sont portés, voit tous les jours son geste et ses sentiments de révolte aller en augmentant. Faisant allusion aux révoltes des paysans espagnols, la camarade explique que ce n'est pas seulement la faim qui fait se soulever les paysans, mais un sentiment profond de révolte et de socialisation. Les paysans et les ouvriers n'ont pas attendu, dit-elle, pour établir le communisme libertaire dans plusieurs endroits à Bugarras, la Rinconada, Pedralda, Casas Viejas, Moron, Llobregat, etc., et, le peuple passant l'action s'empare des moyens de production et proclame la véritable anarchie, ce qui démontre d'une façon indiscutable le désintéressement total de tous gestes et la possibilité d'un régime communiste libertaire. La camarade Frederica rappelle dans tous leurs horribles détails, les persécutions et les tortures sans nom auxquelles sont soumis tous les travailleurs. Cependant, dit-elle, les anarchistes ne désarmenteront pas, ils poursuivent un idéal noble et juste, et, tout ce qu'ils ont, ils sont décidés à jouer, pour l'atteindre, leur dernière carte. Elle rappelle que dans la lutte quotidienne les femmes et les jeunes combattent avec autant d'ardeur que leurs aînés.

L'orateur termine en appelant les travailleurs français à l'aide de leurs camarades d'Espagne, qui, eux aussi, sont solidaires de tous les exploités du monde, et elle dénonce l'attitude honteuse et criminelle de la presse de gauche qui, en Espagne et ailleurs, tente d'assimiler tous les travailleurs espagnols à de vulgaires bandits, manœuvres qu'il est de notre devoir de démasquer et de combattre.

Le camarade Castro, venu de Madrid et délégué par la F.A.I. et le Comité Pro-Présos salua l'auditoire. D'une voix prenante et ferme, il rappelle le fascisme menaçant l'humanité belliqueuse, lancée, dit-il, dans la folie. Le peuple espagnol tente d'instaurer un régime meilleur, de faire une révolution qui ne ressemble en rien à celles faites jusqu'ici, où il n'y a ni humanité, ni fraternité. En contradiction avec Marx, le camarade rappelle que, au contraire de Marx qui lui, tablait sur la misère pour amener le peuple à la révolte, le peuple espagnol — sans chauvinisme aucun — est pris d'un idéalisme désintéressé qui forge un esprit pratique de révolution.

Le communisme libertaire n'est pas une utopie. En Espagne des centaines de mille de travailleurs veulent la révolution qui instaurera un nouveau régime sans état, sans gardes civils, sans percepteurs. Les exemples ont suffisamment démontré que cela est possible. Inutile et menaçant, dit le camarade, d'un gouvernement de renégat qui, avant le 11 avril 1931 étaient tous révolutionnaires, et ce fut seulement soif du pouvoir qui les déclina à détrôner Alphonse, dont ils favorisèrent la fuite. Le camarade constate une fois de plus que devant l'impopularité que soulève son attitude, le gouvernement pour se maintenir au pouvoir, est obligé de violer jusqu'à ses propres lois. Castro explique les scandales qui honorent la chambre des députés, lesquels de peur de perdre leur place et leurs 12.000 pesetas par an, tombent toujours plus bas dans le reniement de leurs promesses.

Rappelant l'impossibilité de sortir de la crise, le camarade met les ouvriers en garde contre les menaces de guerre auxquelles auront recours les capitalistes pour parer à la révolution inévitable. Devant cela, questionne l'orateur, que feront les ouvriers d'Europe ? Pour les ouvriers espagnols la question est bien tranchée, *comme que coute*, plutôt que de se soumettre à la tyrannie quelle qu'elle soit, jusqu'à la mort, s'il le faut, ils combattront les armes à la main.

Duchamp conclut en faisant appel aux ouvriers français pour qu'ils s'opposent, le cas échéant, à une intervention armée de la part de la France dans la révolution espagnole.

Un ordre du jour protestant contre la répression espagnole est adopté à l'unanimité, et sera renvoyé au Consulat d'Espagne à Paris.

La séance est levée, et la sortie du meeting s'effectue sans incident.

Paul GRAVEREAU.

## Pour la libération de Pétrini

(Suite de la 1<sup>re</sup> page)

qu'il n'approuve pas leur vitesse — pour les révolutionnaires qui, vaincus, n'ont aucune place à attendre de leurs adversaires, et, vainqueurs, doivent s'attendre à être écrasés par ceux qui viennent derrière eux. Parlant de l'arrivée de Pétrini en Russie, il montre comment a couru cher à ce qui est l'illusion qu'il avait dans un pays libre, où la critique peut s'exprimer à haute voix, et comment, par suite, ayant échappé aux dix-sept ans de réclusion que l'on lui infligea, il gagne le plus terrible de la terre, celui des îles Soviétiques, dont l'horreur dépasse ce que les goulags soviétiques et capitalisés ont fait de mieux, han Ryner appelle comme preuves de la responsabilité du gouvernement soviétique, le fait que Pétrini a été déporté administrativement, arbitrairement, puis que, libéré au lieu d'être expulsé automatiquement, il a dû choisir entre la Siberie et l'Asie centrale comme lieu d'exil, et qu'en outre on lui refuse même cette expulsion qu'il demande. Après avoir montré que le mouvement commencé par lui va s'amplifier, han Ryner s'adressant aux travailleurs communistes, leur demande de réclamer, d'exiger que Moscou agisse promptement en faisant respecter les garanties ordinaires de la justice, et que si le gouvernement soviétique s'y refuse, nous serons en droit de mépriser également Rome et Moscou.

Le Pen déclare que pour lui, l'affaire Pétrini sera une affaire banale, montrant comment les gouvernements se débarrassent des généraux, si, au yeux de Pétrini (évadé d'Altaïe grâce au concours du parti communiste italien), la Russie n'était apparue comme une terre de liberté. En fait, l'arbitraire y règne sous toutes ses formes, grâce à la Guépou, qui est même au-dessus de l'Etat. Le Pen insiste sur le fait que la peine de mort existe toujours en Russie, et, fait plus grave, qu'elle est même appliquée dans le cas de *fautes professionnelles*. Les hommes, grises par le pouvoir, sont restés sectaires, fanatiques, crient à la trahison dès qu'on se permet de les critiquer. Le Pen s'élève contre le militarisme rouge, qui est différent de l'autre, et il conclut en montrant que les rigueurs sont plus grandes chez les soviétiques que dans les pays capitalisés, absolument injustifiées, et il déclare qu'il faudra continuer la campagne en faveur de Pétrini aussi longtemps qu'il ne sera pas vaincu.

Fremont note l'absence du Secours Rouge International, qui a été invité par lettre, et le silence de l'Humanité au sujet de notre meeting, puis il donne la parole à Le Mellour. Ce dernier évoque des souvenirs nombreux dont chacun est un appel à l'action, individuelle ou collective, contre toutes les iniquités, contre tous les gouvernements. De nombreux applaudissements soulignent son exposé. La violence, dit-il, nous n'en sommes pas partisans, mais nous ne voulons pas nous laisser battre sans riposter. Et trop de gens croient qu'ils ont fait tout ce qu'il fallait pour se défendre quand ils ont mis un bulletin de vote dans une boîte. On voit bien les résultats de cette mentalité en Allemagne. Au lieu d'un bout de papier, prenons une trame et cela sera de plus de poids que l'adhésion à un parti même dit « révolutionnaire ».

Rien ne doit dégoûter ceux qui combattent pour la liberté, les déféctions, la lâcheté, la trahison ne doivent pas nous rebouter. Préparons-nous à des batailles plus rudes, sans avoir plus de considération pour le gouvernement russe, plus coupable, dans sa répression, puisqu'il se dit prolétarien, que les gouvernements bourgeois dont on sait qu'il n'y a rien à attendre.

A l'issue du meeting, l'ordre du jour suivant a été acclamé par l'auditoire et transmis le lendemain à l'ambassade russe à Paris :

Les travailleurs parisiens réunis au nombre de 400 à la salle des sociétés savantes, après avoir entendu divers orateurs sur l'affaire Pétrini, demandent au gouvernement russe le même traitement pour les révolutionnaires que pour les saboteurs. Ils exigent que Pétrini soit jugé publiquement et que le gouvernement soviétique donne toutes les raisons de son arrestation et de sa déportation. S'engagent au cas où le gouvernement russe garderait le silence à mener toute l'action nécessaire pour obtenir satisfaction et à lutter jusqu'à la libération de Pétrini.

**VENDREDI (dit « saint ») 14 AVRIL, à 20 h. 30, « SALLE ALBOUY »**

37, rue Albuoy, 37

## IRREVOCABLEMENT DERNIERE CONFÉRENCE PUBLIQUE ET CONTRADICTOIRE DE SEBASTIEN FAURE

**Sujet traité : « NI DIEUX... NI MAITRES »**

Chasser de son esprit la croyance en Dieu céleste et imaginaire, ce n'est que la première étape vers l'affranchissement intégral.

Se libérer des Dieux terrestres et réels : les détenteurs du Pouvoir et de la Fortune, telle est la seconde.

Cette double libération se résume en cette devise : « Ni Dieux... Ni Maîtres », dont la réalisation synthétise l'idéal Anarchiste : Bien-être pour tous ; Liberté pour tous.

SEBASTIEN FAURE

**Participation aux frais : 3 francs**

AVIS. — Pour éviter l'encombrement aux portes, celles-ci seront ouvertes à 20 heures précises.

**VINGT NOUVELLES CHANSONS DE CHARLES D'AVRAY**

Au vent des temps nouveaux. — Quelques paroles de paix. — Les forgerons de rimes. — Mado. — Les toits pointus. — Les pauvres. — L'ouvrier de la dernière heure. — Ton corps. — Vieillir. — L'église abandonnée. — Les inconnus. — Ma vieille rue. — Las inconnus. — Ma vieille rue. — La maison du bonheur. — Loin de moi, loin de toi. — Le langage des rires. — Echange. — L'âme des filles. — Petite fleur de lavande. — Solitude. — A vous, mon père.

Chaque chanson, avec accompagnement piano : 1 fr. 50, à « Nos Chansons », adresser les commandes au camarade Coladant, café Roux, 47, rue du Château-d'Eau, Paris (10<sup>e</sup>).

**DEBOUT LES VIVANTS**  
par Victor Margueritte

Prix : 12 fr. — France : 13 fr. 25

## Des réserves pour le Budget

Les gouvernements qui se sont succédé depuis la guerre, qu'ils furent de gauche ou de droite, n'ont fait qu'une seule politique : celle des puissances d'argent, (des industriels et banquiers). Actuellement nous avons la « chance » de posséder de ces gouvernements de « gauche » — que ces appellations deviennent ridicules — que ces deux termes qui font partie de l'ordre du jour pour tous ces efforts pour trouver des ressources et mettre sur pied une nouvelle « démocratie ». Le remède à appiquer ne change pas, on tond le pauvre et l'on entend, par l'emprunt, les générations à venir... Alors qu'à portée de la main existent des ressources qu'il n'y a qu'à saisir.

Je passe sur le projet de monopole des assurances, présenté à la commission des Finances, par V. Auriol, qui fut repoussé de justesse. Ce projet qui n'avait rien de révolutionnaire, car il laissait les choses en l'état, aurait apporté d'immenses ressources au budget (des milliards). Dejà les assureurs comprennent le danger qui les menaçait ont baissé leurs tarifs.

En dehors de ces privilégiés scandaleux, il existe des actes de l'ordre déconcertante. Après la guerre, ce qui a été fait de nos firmes métallurgiques, il existe des actes de l'ordre déconcertante. Après la guerre, ce qui a été fait de nos firmes métallurgiques, il existe des actes de l'ordre déconcertante. Après la guerre, ce qui a été fait de nos firmes métallurgiques, il existe des actes de l'ordre déconcertante.

Voilà, d'après Forces (1), les noms des principales firmes qui ont profité du pillage :

1<sup>er</sup> « Les usines d'échange », passèrent des mains des *Gebrüder Stumm* au groupe métallurgique Nord et Lorraine au capital de 30 millions de francs, (MM. Jules Bertrand et Messonnier) groupant les firmes suivantes : Forges de la Basse-Loire, Ateliers et Chantiers de Bretagne, Cabrières et Tréfileries d'Angers, etc...

2<sup>er</sup> « Les Etablissements de Knutange », et d'Audun le Tiche, des mains de la *Lotringen-Hütten-und-Bergwerksverein*, à la Société Métallurgique de Knutange au capital de 75 millions de francs, (MM. Jules Bertrand et Messonnier) groupant les firmes suivantes : Châtillon-Combault et Nevers-Maisons, Commercy-Fourchambault et Decizeville, Bénaux-Anzin, Senlécourt et Maubecq, Société de Construction des Batignolles, Wendel, etc...

3<sup>er</sup> « Les Etablissements de Rombas-Redange », des mains de la *Société Lorraine et de la Lotringen-Hütten-und-Bergwerksverein*, à la Société Métallurgique de Rombas au capital de 150 millions de francs, (MM. Jules Bertrand et Messonnier) groupant les firmes suivantes : Châtillon-Combault et Nevers-Maisons, Commercy-Fourchambault et Decizeville, Bénaux-Anzin, Senlécourt et Maubecq, Société de Construction des Batignolles, Wendel, etc...

4<sup>er</sup> « Les Etablissements de Thionville », des mains de Rechling, à la Société Lorraine Métallurgique et Métallurgique, au capital de 50 millions de francs, financée par la Société Générale de Crédit Industriel et Commercial et groupant toutes les usines suivantes : Châtillon-Combault et Nevers-Maisons, Commercy-Fourchambault et Decizeville, Bénaux-Anzin, Senlécourt et Maubecq, Société de Construction des Batignolles, Wendel, etc...

5<sup>er</sup> « Les Etablissements d'Hagondange », des mains de Thysen et Cie à l'Union des Consommateurs de produits métallurgiques et industriels », au capital de 150 millions, comprenant la plupart des entreprises mécaniques et automobiles telles que : Fives-Lille, Jappes, la Société Alsacienne de Mulhouse, les Acieries de Pont-à-Mousson, Micheville, les Acieries Fives-Lille, Delâtre et Frouard, etc.

6<sup>er</sup> « Les Etablissements de Thionville », des mains de Rechling, à la Société Lorraine Métallurgique et Métallurgique, au capital de 50 millions de francs, financée par la Société Générale de Crédit Industriel et Commercial et groupant toutes les usines suivantes : Châtillon-Combault et Nevers-Maisons, Commercy-Fourchambault et Decizeville, Bénaux-Anzin, Senlécourt et Maubecq, Société de Construction des Batignolles, Wendel, etc...

7<sup>er</sup> « Les Etablissements de Longwy », des mains de Thomas et Martin, des lamineries, des fonderies, des fours à coke, des houillères, des mines de fer.

C'est fin 1919 et début de 1920 que les métallurgistes les ont acquises en adjudications privées pour la somme de 385 millions.

Or voici ce qu'écrivit M. Chizel en 1923 dans le rapport de la Commission des marchés :

« Votre Commission, après une enquête qui a duré trois mois, après de nombreux interrogatoires, de minutes de recherches, est arrivée à cette pénible constatation que, dans l'affaire des usines métallurgiques de Lorraine, sur un actif évalué avant guerre à 1 milliard quatre cents millions de marks or, ce qui converti en francs aujourd'hui, donne approximativement 8 milliards de francs papier... il ne rentrera en fin de compte dans la Caisse de l'Office des biens et intérêts privés... qu'une somme de 180 millions de francs papier environ, qui auront été payés en vingt ans, après n'avoir profité d'intérêt à 3,70 % que dans les cinq dernières années et seulement pour les acquittés restantes. »

Les 385 millions apparaissent encore d'un peu exagérés. Sous prétexte que la métallurgie traversait une crise, elle trouva moyen, en 1924, de faire abaisser le prix à 180 millions.

Le rapport Chizel fut énervé, par quelques compliqués ?

« L'intégral » Poincaré lui-même, qui a mis à leur disposition son autorité de premier ministre sous prétexte que de telles révélations pourraient porter atteinte à l'eau au moulin autonome.

Voilà treize ans que cette spoliation a été commise et que le Parlement l'a proprement étouffée ; il importait donc de ne pas faire de bruit autour d'une affaire dans laquelle on pourrait trouver trop de gens intéressés. Pourtant les députés d'aujourd'hui ne sont pas les mêmes qu'il y a 8 années ; pourquoi restent-ils silencieux ?

Quant au Gouvernement cartelliste qui a besoin de quelques autres milliards pour équilibrer son budget, pourquoi ne s'adresse-t-il pas à ceux qui les détiennent ?

Désidément, gouvernement de gauche et gouvernement de droite font invariablement les affaires des puissances d'argent et pratiquent une politique qui ne sera en fin de compte que leurs intérêts. Il faudrait en effet dans cette circonstance que le gouvernement Daladier (dont les convictions cartellistes et l'énergie sont encore à faire) fasse rendre gorge aux voiliers pour nous persuader du contraire.

Bernard ANDRE.

(1) N° du 17 mars.

## LES PARLEMENTAIRES AUX CHAMPS ET L'AMNISTIE ?

Après avoir bien mérité de la Patrie en votant les budgets de la troisième république, sénateurs et députés vont aller se reposer des séances de nuit et de jour passées auprès de leurs petites amies, et prendre la température de leurs électeurs.

Ceux-ci leur feront sentir, avant la séparation des deux assemblées, qu'une besogne urgente reste à faire : l'amnistie ? ou faudra-t-il attendre encore pour recommencer l'agitation ? Les votes obtenus sont tellement insuffisants qu'il ne viendra à personne l'idée que tout n'est pas encore à faire. Amnistie pour les insoumis

# A travers le Monde

## LETTRE D'ALLEMAGNE

Nous recevons d'Allemagne la lettre suivante, elle se passe de commentaires :

Chers camarades,

Je vous prie de rassurer les copains français sur le sort de notre cher poète Erich Mühsam : il vit et se porte bien — au sens physique et autant que cela est possible en prison. Même, sa compagne a pu lui parler, et elle pourra le revoir, notamment le 6 avril, jour de son 55<sup>e</sup> anniversaire. Mais — qui sait pour quelles raisons — voilà qu'en tout de même lui faire le procès de haute trahison. C'est donc toujours grave.

A Berlin, trois cam. anarchosyndicalistes sont en prison : Henneberger, Büttner, en outre l'anarchiste-antimilitariste bien connu Ernst Friedrich, arrêté le même jour que Mühsam. Henneberger a été maltraité pour lui arracher des aveux : vous trouverez les détails dans le journal anarchosyndicaliste ci-joint.

En général, on peut dire ceci : On respecte la vie des leaders ou autres gens bien connus. Les communistes tels que Thaelmann, Torgler, Renn le pacifiste Assefetzky, ils sont tous en vie, mais gare aux petits fonctionnaires ou adhérents inconnus ! Contre eux, les bandits bruns ne connaissent pas de pitié : crimes impunis, dont le monde ignore les atrocités, ou bien, sadiquement dans le genre de cette scène authentique rapportée par un camarade, qui s'est passée dans une bourgade du Nord de l'Allemagne ! Des jeunes gens de gauche se sont réfugiés dans une maison (on les y découvre). Le propriétaire de la maison disparaît : on coupe les cheveux aux jeunes gens de façon à faire voir des croix gammées sur leurs têtes, on les force à creuser une fosse commune, on les bat, on les place contre un mur, on tire — mais pas avec de véritables cartouches et on bat de nouveau ceux qui ne sont pas restés debout tandis que les autres, les courageux sont pressés, en vain d'entrer dans la s. a. (Dé-tachement d'assaut.)

Un autre cas. Un jeune communiste juif disparaît. Ses parents le cherchent et le trouvent finalement — à la morgue.

Dans un autre cas tout analogue, c'est la police elle-même qui fait part aux parents que leur fils « est mort ». Sans explications.

Un groupe d'étudiants, nationalistes, eux aussi, a ses réunions dans une maison où se trouve un estaminet des nazis. Les étudiants un soir, ont entendu des cris. Plus tard, un cadavre a été sorti. Il s'agissait d'un communiste assassiné la même, tandis qu'un autre était si grièvement blessé qu'il prenait haleine toutes les 5 minutes. »

Quantité de « combattants du front rou-

ge » (illégaux) ont été livrés aux nazis par des trahisseurs, et ces trahisseurs ont participé aux coups et tortures, ne se gênant même pas devant leurs malheureux camarades d'hier.

J'ai vu une photo venant de Chemnitz : Les Juifs au mur des pleurs. Cette brutalité signifie que nom de commerçants Juifs furent forcés sous escorte, de nettoyer les murs qui portaient des inscriptions communistes.

Si on a arrêté un médecin Juif. Revolter à la tempe, on le questionne, pour qui a-t-il voté ? Il répond : pour les socialistes. Pourquoi ? Parce que telle est mon opinion, il ajoute : tirez, j'ai passé d'autres quartes d'heure à la guerre.

Seul son courage l'a sauvé.

Voilà quelques faits que je connais, et que je tenais à faire connaître aux copains français.

### ETATS-UNIS

#### LE PROCES DE DECATUR UN VEROITIGNOMEUX

Ainsi que nous le laissons prévoir dans notre dernier numéro, c'est dans une véritable atmosphère de terreur que s'est déroulé le procès des sept jeunes noirs de Scottsboro, à Decatur (Alabama).

Un véritable chantage a été exercé sur les juges et les témoins à décharge. La vie même de l'avocat est menacée et il a dû se réfugier dans une ville voisine. Les deux accusatrices, Ruby Bates et Victoria Price elle-même, sont venues dire qu'elles n'avaient accusé Patterson et ses compagnons que sur l'ordre de la police.

On peut penser quel accueil a été réservé à ces déclarations ! La foule a été armée contre Victoria Price par les membres de l'infâme comité du Ku-Klux-Klan qui mène la campagne contre tous les hommes de couleur.

Il ne faut donc pas s'étonner si, malgré les preuves formelles de l'innocence des sept jeunes gens, une condamnation à mort a été maintenue, celle de Patterson.

La réprobation universelle doit aller à ce verdict ignominieux. Il faut, par tous les moyens empêcher l'exécution de cette sentence.

Les noirs ont projeté une marche sur Washington pour protester auprès de Roosevelt, dont on sait déjà qu'il se lave les mains des crimes commis autour de lui.

Que les travailleurs du monde se tournent contre le gouvernement américain, pour sauver Patterson et ses compagnons.

Route de Pithiviers, St-Jean-de-Braye.

Nous faisons appel à tous les pacifistes, à tous nos camarades pour soutenir notre ami emprisonné et nous aider à mener la lutte contre la guerre. Un comité s'est formé dans notre ville pour défendre Armand et l'objectif de conscience.

Adresser tout ce qui le concerne à Marcel Guérin, 4, Venelle-Bellevoie, Orléans.

## L'on emprisonne un objecteur de conscience à Orléans

Nous venons de recevoir une lettre de notre camarade Armand, lequel vient d'être arrêté à la suite de son refus de porter les armes.

Militant depuis plusieurs années dans le mouvement anarchiste, il avait manifesté depuis longtemps son intention de ne pas accomplir ses périodes de réserves, voici d'ailleurs la lettre qu'il avait envoyée il y a quelques semaines au Ministre de la Guerre :

**Monsieur le Ministre,**

**Je suis actuellement possesseur d'un ordre d'appel sous les drapeaux, me prescrivant de rejoindre, le 13<sup>e</sup> régiment d'infanterie, le 6 mars 1933, à 9 heures.**

**Je tiens à vous prouver que je n'obéirai pas à cet ordre et je vous renvoie avec la présente lettre ce papier dont je n'ai que faire. Il y a longtemps que j'ai pris l'engagement vis-à-vis de moi-même de rompre définitivement avec le criminel métier des armes. Mon lycée militaire et l'appel à l'assassinat qui y était inclus sous le nom de fascisme de mobilisation ont été par moi brûlés aux flammes un jour que je me débarrassais de paperasses inutiles que j'avais à la maison.**

**Je ne suis plus le jour que les bouchers m'ont tiré pour me rendre à l'abattoir.**

**Je ne servirai pas le militarisme, celui-ci a été la cause de trop de malheurs pour les hommes, il a trop fait verser de larmes et trop répandu des sangs.**

**J'ai été particulièrement atteint par la crise de chômage. Je n'ai recommandé à travailler que depuis trois semaines. Non content de nous condamner à crever de faim, les maîtres de l'heure poussent encore le cynisme jusqu'à nous faire défendre des intérêts qui ne sont pas les nôtres.**

**Mon corps est à moi. Je conteste à un maître social le droit d'en disposer à son gré et au profit des magnats de la finance internationale. Ma conscience d'honneur tient m'interdisant de prendre une part de responsabilité dans le prochain massacre qui s'abattra sournoisement à l'ombre des chanceries.**

**Je m'assez à d'autres le soin de se préparer à devenir « des morts glorieux », des « héros d'une nouvelle guerre du droit et de la civilisation ».**

**L'homme sinistre qui rit dans le cimetière n'aura pas à célébrer mes louanges avec des tremousses dans ta voix.**

**Non assez, tu sanglante plaisirne a assez régné en fuit sur cette terre que quand la volonté des peuples aura brisé l'instrument de crue et de mort. « Le militarisme ».**

**Veuillez agréer, Monsieur le ministre, l'assurance de mes sentiments profondément antimatérialistes.**

**Armand ROLLAND,**

**Objecteur de conscience.**

**Rue de Pithiviers, St-Jean-de-Braye.**

Nous faisons appel à tous les pacifistes, à tous nos camarades pour soutenir notre ami emprisonné et nous aider à mener la lutte contre la guerre. Un comité s'est formé dans notre ville pour défendre Armand et l'objectif de conscience.

Adresser tout ce qui le concerne à Marcel Guérin, 4, Venelle-Bellevoie, Orléans.

## Un exemple à suivre

#### RAPPORT PRÉSENTÉ PAR LE GROUPE DE SAINT-DENIS A L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 18 MARS

Le groupe de Saint-Denis, convaincu qu'une action ne peut être réconde que si elle est perpétuée et méthodique, s'est appliquée à concierger ces deux termes, d'apparence si opposés : anarchisme et organisation, et les résultats qu'il a obtenus, pour si insuffisants qu'ils soient, démontrent néanmoins qu'il est dans la bonne voie.

Servi peut-être par la chance d'avoir en son sein, une très forte proportion de camarades dévoués et que rien ne rebute, le groupe est heureux de donner aux copains de l'assemblée générale, quelques détails sur son activité, avec l'espérance que d'autres groupes tiendront à faire mieux encore pour la cause de l'anarchie.

Tout d'abord, la pensée dirigeante du groupe est celle-ci : Les anarchistes se doivent d'être présents dans le plus grand nombre possible d'organisations ouvrières, avec le succès, non de noyer les organisations, à la mode bolchevique et dans un égoïsme intérêt de parti, mais au contraire pour y apporter leurs connaissances, ou pour porter la contradiction dans les meeting adverses, comme cela a été fait à Nîmes avec un certain succès.

3<sup>e</sup> Au sujet des événements internationaux tels que la faillite des partis marxistes et l'avènement de Hitler en Allemagne, nous pouvons vous communiquer de la documentation, ou préparer des interventions dans les réunions publiques, avec le concours d'un ou plusieurs camarades de Nîmes, qui ont déjà travaillé dans ce sens, ici-même.

4<sup>e</sup> Nous serions désireux d'échanger avec vous du matériel de discussion d'avant-garde, d'envisager les positions à prendre sur la plateforme de Toulouse et de connaître vos suggestions sur les questions à l'ordre du jour.

5<sup>e</sup> En plein accord avec les camarades du groupe Anarchiste-Communiste d'Almargues nous proposons que le congrès régional se tienne dans cette localité, qui a toujours été une citadelle du mouvement libertaire dans le midi, et qui compte de nombreux militants et sympathisants actifs parmi les ouvriers agricoles. En outre, Almargues occupe une position centrale par rapport à Bordeaux, Toulouse, Nîmes, Toulouse, Montpellier, Narbonne, Nîmes, Courson, Alès, etc. (Selon nous, il n'y a aucune raison d'exclure d'une fédération du Midi des camarades habitant dans le Var ou les Alpes-Maritimes, etc.)

6<sup>e</sup> Espérons que vous n'hésitez pas à mettre à profit nos suggestions et à nous apporter des propositions pratiques pour les mettre en application et les compiler, nous vous prions d'adresser toute correspondance au camarade Maury, Michel, secrétaire du groupe de Nîmes en l'absence de Reynaud, indispensable pour raison de santé.

Le Groupe Anarchiste-Communiste, de Nîmes.

Adresse : Maurice MICHEL, impasse de Til-leu, rue de l'Abattoir, Nîmes.

LE HAVRE

Le jeudi 30 mars 1933, les jeunesse patriotes avaient organisé, salle rue Lord-Kitchener, une conférence par Taittinger, Président des Jeunesse patriotes.

Ce fut pour eux une leçon, qui je pense leur laissera un long souvenir.

Dès 8 h. 45 la salle était comble quand apparaît le fasciste Taittinger il fut reçu par des cris hostiles et les sifflets et le chant de l'Internationale.

Tous les groupes d'avant-garde y étaient représentés.

Ce fut un chahut formidable. L'inévitable se produisit devant les provocations de la police aux portes du capital, qui n'attendait que ce moment pour employer leurs procédés de brutalité, ils frapperont quelques camarades et les emmèneront au poste.

Pendant ce temps le chahut continue de plus belle et la force reste aux groupes syndicalistes. Vers 9 h. 45, voyant qu'il ne pouvait pas prendre la parole et devant les événements qui allaient inévitablement se produire.

Le fidèle larbin à la solde de la bourgeoisie (le commissaire) leva le voile au milieu d'un déordre inouï. L'effete Taittinger prit la fuite avec tous ses fréquents. Voilà camarades, la besogne accomplie par tous les groupes d'avant-garde et syndicalistes.

Groupez-vous dans nos organisations pour y mener la lutte contre le fascisme, ennemi de la classe ouvrière.

Le docker de service.

SAINT-ETIENNE

LE PESSIMISTE ANARCHISTE

Dans les numéros prochains je voudrais étudier un peu les raisons de la paralysie de notre groupement stéphanois espérant qu'à mon exemple d'autres anarchistes parleront un peu des causes de leur propre engourdissement régional. Je verrais cela comme une sorte de Tribune pour le réveil anarchiste », où nous envisagerions ensuite les remèdes à apporter au mal qui nous ronge.

Toutes les suggestions s'y donneraient libre-cours, des maisons s'établiraient soit par correspondance entre différents groupements, soit par la voie du « Libertaire ». Cela donnerait peut-être un peu de cohésion au mouvement anarchiste français, et un certain renouveau qui réveillerait les engourdis, ramènerait les décurieux, réenclerait la vie.

Le groupe entretenait aussi des relations régulières avec des camarades anarchistes allemands et suédois au moyen de l'espéranto. C'est ainsi qu'il a pu faire paraître dans le « Libertaire » des lettres et articles intéressants concernant le mouvement en Suède, en Allemagne et en Espagne.

Voici, succinctement résumés, les travaux du groupe de Saint-Étienne pendant l'année écoulée. Quelques nouveaux adhérents ayant grossi nos rangs, nous espérons cette année, continuer dans le même sens et même faire mieux si c'est possible.

Regardons le mouvement d'unité et d'indépendance syndical qui se dessine partout, regardons les ligues pacifistes, antimilitaristes, éducationnistes, écoutons partout le cri du peuple vers l'unité ouvrière. N'est-ce pas là le symptôme d'une rénovation libertaire dans le sens le plus large du mot ?

Et c'est à ce moment où le besoin d'indépendance se manifeste partout, en même temps que le besoin d'action, que la plupart d'entre nous ne va trouver personne d'assez ou pour donner à l'autre à tendre la main, aucune organisation assez digne pour y porter le souffle anarchiste.

Allons-nous au profit de programmes libéraires plus ou moins précis, rester dans nos tours d'ivoire, dans nos groupuscules révolutionnaires intégraux, borner notre action à quelques cris dits séduisants, à quelques distributions de tracts, à quelques ventes de journaux, à quelques réunions périodiques, comme on dit avec si juste raison, « entre co-pains ».

Est-ce que l'on peut se dire révolutionnaires, anarchistes, lorsqu'on agit en pur individualiste, et que l'on regarde sans réaction vitale, les dictatures politiques s'établir peu à peu sur les divisions prolétariennes ?

Allons-nous faire du sectarisme anarchiste, de la révolution personnelle ? Allons-nous prouver, nous anti-autoritaires, qu'il n'y a pas d'organisation possible sans autorité ?

Replongeons-nous dans nos classiques : Proudhon, Bakounine, Kropotkin, Malatesta, et nous verrons, camarades, que les anarchistes révolutionnaires ne se sont jamais reconstruits par rapport aux mouvements ouvriers le droit au sommeil et l'indifférence.

La Tribune pour le réveil est ouverte. Camarades, nous attendons vos lettres comme un secours.

Jean DUPERRAY,

du groupe anarchiste-communiste stéphanois.

ROUEN

LIBRAIRIE DU TRAVAIL DE ROUEN

APPEL A TOUS

Les camarades lecteurs de nos journaux de la région rouennaise, et en particulier de Maromme, Bihorel, Darnetal, Estrépagny, Amnéville et enfin tous ceux qui ont reçu les flèches de révolution sont invités à faire venir le plus tôt possible le solde de leur compte.

MISE AU POINT

Des bruits ont circulé que la Librairie du Travail de Rouen n'était pas à jour pour le règlement des journaux, cela est vrai, mais voilà la raison : depuis octobre environ, la vente est faite à crédit aux anciens camarades qui nous achetaient nos journaux depuis longtemps, le motif est que 95/0/0 de nos copains sont sans travail. Il faut connaître la misère qui existe dans cette cité industrielle où il y a des dizaines de milliers d'ouvriers et d'ouvrières.

A PRENDRE NOTE

Nous aviserons tous les camarades que maintenant le crédit ne sera plus que d'un mois. A partir du 1<sup>er</sup> mai il existera un abonnement spécial pour les copains dans la gêne.

Pour la Commission :

SORSONY, HERRY, DUPONT.

Envoyer toute correspondance à Herry, 1, rue du Hallage, à Rouen (S-Inf.).

SAINT-HENRI</

## TRIBUNE SYNDICALE

## La Grève des Mineurs

Après les fonctionnaires, les mineurs. Deux grandes batailles nationales livrées par deux catégories sociales de premier plan en quelques semaines.

La grève de trois jours des « gueules noires » décrétée par la fédération confédérée des mineurs mettait aux prises le prolétariat minier avec une des plus puissantes organisations économiques du capitalisme : le Comité des houillères.

Dans quelle colonne de notre grand livre de « comptabilité sociale » devons-nous inscrire cette opération faite de sacrifice et de souffrances ouvrières ? Exammons.

La grève des mineurs fut, comme celle des fonctionnaires, une démonstration, un avertissement. Mais alors que les travailleurs de l'Etat portaient la totalité de leur effort sur un seul point : le maintien des traitements, les « gueules noires » avaient à faire front sur une multitude de points.

Notons brièvement leur résolution d'obtenir :

a) L'augmentation à 6.000 francs de la pension de retraite,

b) La ratification de la Convention de Genève fixant à 7 heures 3/4 la durée quotidienne du travail,

c) La création d'un Office national du charbon organisant et réglementant le marché charbonnier,

d) Le respect des salaires,

e) La cessation des brimades et du régime arbitraire que les Compagnies insistent à la face de la crise.

Chacune de ces revendications évoque la situation tragique du mineur. C'est la vieillesse, dégradante par elle-même, trainée lamenteusement. C'est le travail exténuant de la bête de somme pendant des jours sans fin, dans la galerie où la nuit est éternelle. C'est l'angoisse qui étreint le foyer du mineur à la pensée que la mine — en dépit de toutes les misères qu'elle impose — puisse ralentir ou fermer à cause de ce phénomène impalpable : la concurrence. C'est encore le maigre salaire qui s'annexe lorsque l'ordre s'abat de passer d'une catégorie à une autre. Et par-dessus toutes ces déchâfées, la servitude suprême, la brimade féroce s'acharne, la servitude suprême, la brimade féroce s'acharne, chaque minute, sur les lambeaux de cette dignité humaine écharpée.

La bataille, ou plutôt l'avertissement des mineurs avait, on ne peut plus, un sens social. La fédération confédérée des travailleurs du sous-sol en avait fixé la durée à trois jours après l'avoir minutieusement préparé.

Naturellement, et comment en pourrait-il être autrement ? La fédération unitaire, dépitée de ne pas avoir l'initiative de l'action engagée, entreprit de persuader les mineurs que cette grève limitée dans sa durée n'apporterait aucun résultat. Remarquons en passant que dans certains centres où les unitaires ont encore un peu d'influence la grève échoua.

Le mouvement revêt une certaine ampleur, assez grande même pour redonner confiance puisque près de 200.000 mineurs répondent à l'appel de la fédération confédérée malgré la pression cynique exercée sur l'élément étranger qui constitue au bas mot 30 % de la main-d'œuvre minière.

La grève des fonctionnaires visait à re-cueillir un résultat immédiat ; celle des mineurs visait seulement à créer les conditions de résultats ultérieurs. Reste à savoir si en l'occurrence on a pris la réalité ou le vide pour échelons afin d'atteindre, le but qui est, en deux mots comme en cent : l'amélioration du sort des mineurs.

Aussi le contingent de travailleurs éliminés de la mine se gonfle chaque année. En février 1932 on comptait 270.035 ouvriers mineurs pour une production quotidienne de 153.000 tonnes ; en février 1933, 254.035 ouvriers suffisent pour une production de 166.497 tonnes.

16.000 ouvriers de moins et -3.497 tonnes de charbon extraits en plus chaque jour. La production individuelle est passée de 694 kilos en 1930 à 813 kilos au premier trimestre de cette année. En trois ans, augmentation de dix-sept pour cent du rendement individuel.

Il y a là une situation définitive. Aucun contingentement, aucune barrière douanière ne feront descendre un mineur de plus à la mine.

Quand nous essayons de discerner, il y a quelques années, les conséquences des progrès techniques en régime capitaliste — côté moral mis à part — on nous répond que les ouvriers éliminés d'une industrie trouveraient leur emploi dans des industries nouvelles. Convenons que les difficultés de l'époque présente n'ont guère favorisé l'élosion d'industries nouvelles. Et les travailleurs qui sont dehors y sont pour longtemps.

Alors ?

Et bien ! c'est peut-être le moment de prendre au sérieux ce qui, malheureusement, pour beaucoup de militants investis des plus hautes fonctions, reste encore une simple formule. Ce qui, hier, paraissait une utopie devient aujourd'hui, une nécessité inéluctable. C'est sous l'angle de la transformation sociale, profonde, radicale, qu'il faut poser les problèmes, tous les problèmes de l'heure présente.

Aux ouvriers mineurs, comme à tous les autres d'ailleurs, il faut avoir la franchise d'expliquer toute l'étendue de leur déchéance et non pas leur faire espérer un adoucissement de leur sort que l'on sait impossible.

Il faut de toute urgence montrer le but à atteindre, ne le jamais perdre de vue, ce qui n'empêche point de poser des jalons successifs sur la route qui y conduit. Un de ces jalons, pour les mineurs, peut être la nationalisation des mines, revendication de l'internationalisation des mineurs ; on n'en a pas soufflé mot à propos de cette grève. Pourquoi ?

Ainsi en bonne « comptabilité » la grève des mineurs du 3, 4 et 5 avril est une opération à échéance. On ne pourra la couper dans la colonne de l'« actif » que si elle permet à la fédération confédérée du sous-sol, en prenant confiance dans ses troupes, de voir haut et de viser loin. Si non une ligne de plus s'ajoutera à la trop longue colonne du « passif », car les déceptions répétées rejettent les ouvriers dans les pires aventures. Et l'époque y est propice, regardons autour de nous.

Pour les autres revendications, pas d'illusions à se faire. Après comme avant la grève, elles restent pendantes. A la rigueur une grève de durée illimitée pouvait en trancher une : celle du respect des salaires — nous disons bien respect, c'est-à-dire fixation des catégories, abolition du régime des amendes — et encore momentanément.

Donc, dans les meilleures conjectures, surtout si l'on rappelle que depuis 1930 les salaires ont baissé de 13 à 14,5 %, la situation des mineurs reste tragique.

Au de là de ces deux points : pensions et respect des salaires actuels, toutes les autres revendications posées par les mineurs dépassent le cadre corporatif pour revêtir un caractère social. Ici, une question se pose : la position de la fédération du sous-sol s'inspire-t-elle de ce caractère social ?

La-dessus nous sommes inquiets et notre inquiétude ne date pas d'hier.

Il serait peut-être bon, à notre époque, de ne pas perdre de vue qu'un conflit qui oppose les ouvriers d'une catégorie sociale de premier plan avec leurs patrons se rattache nettement au système général des modes de production, d'échange et de répartition en vigueur nationalement et internationalement.

Sur tout ce qui a été dit, nous nous réservons le droit de faire des observations et de donner des réponses.

Sur tout ce qui a été dit, nous nous réservons le droit de faire des observations et de donner des réponses.

Sur tout ce qui a été dit, nous nous réservons le droit de faire des observations et de donner des réponses.

Sur tout ce qui a été dit, nous nous réservons le droit de faire des observations et de donner des réponses.

Sur tout ce qui a été dit, nous nous réservons le droit de faire des observations et de donner des réponses.

Sur tout ce qui a été dit, nous nous réservons le droit de faire des observations et de donner des réponses.

Sur tout ce qui a été dit, nous nous réservons le droit de faire des observations et de donner des réponses.

Sur tout ce qui a été dit, nous nous réservons le droit de faire des observations et de donner des réponses.

Sur tout ce qui a été dit, nous nous réservons le droit de faire des observations et de donner des réponses.

Sur tout ce qui a été dit, nous nous réservons le droit de faire des observations et de donner des réponses.

Sur tout ce qui a été dit, nous nous réservons le droit de faire des observations et de donner des réponses.

Sur tout ce qui a été dit, nous nous réservons le droit de faire des observations et de donner des réponses.

Sur tout ce qui a été dit, nous nous réservons le droit de faire des observations et de donner des réponses.

Sur tout ce qui a été dit, nous nous réservons le droit de faire des observations et de donner des réponses.

Sur tout ce qui a été dit, nous nous réservons le droit de faire des observations et de donner des réponses.

Sur tout ce qui a été dit, nous nous réservons le droit de faire des observations et de donner des réponses.

Sur tout ce qui a été dit, nous nous réservons le droit de faire des observations et de donner des réponses.

Sur tout ce qui a été dit, nous nous réservons le droit de faire des observations et de donner des réponses.

Sur tout ce qui a été dit, nous nous réservons le droit de faire des observations et de donner des réponses.

Sur tout ce qui a été dit, nous nous réservons le droit de faire des observations et de donner des réponses.

Sur tout ce qui a été dit, nous nous réservons le droit de faire des observations et de donner des réponses.

Sur tout ce qui a été dit, nous nous réservons le droit de faire des observations et de donner des réponses.

Sur tout ce qui a été dit, nous nous réservons le droit de faire des observations et de donner des réponses.

Sur tout ce qui a été dit, nous nous réservons le droit de faire des observations et de donner des réponses.

Sur tout ce qui a été dit, nous nous réservons le droit de faire des observations et de donner des réponses.

Sur tout ce qui a été dit, nous nous réservons le droit de faire des observations et de donner des réponses.

Sur tout ce qui a été dit, nous nous réservons le droit de faire des observations et de donner des réponses.

Sur tout ce qui a été dit, nous nous réservons le droit de faire des observations et de donner des réponses.

Sur tout ce qui a été dit, nous nous réservons le droit de faire des observations et de donner des réponses.

Sur tout ce qui a été dit, nous nous réservons le droit de faire des observations et de donner des réponses.

Sur tout ce qui a été dit, nous nous réservons le droit de faire des observations et de donner des réponses.

Sur tout ce qui a été dit, nous nous réservons le droit de faire des observations et de donner des réponses.

Sur tout ce qui a été dit, nous nous réservons le droit de faire des observations et de donner des réponses.

Sur tout ce qui a été dit, nous nous réservons le droit de faire des observations et de donner des réponses.

Sur tout ce qui a été dit, nous nous réservons le droit de faire des observations et de donner des réponses.

Sur tout ce qui a été dit, nous nous réservons le droit de faire des observations et de donner des réponses.

Sur tout ce qui a été dit, nous nous réservons le droit de faire des observations et de donner des réponses.

Sur tout ce qui a été dit, nous nous réservons le droit de faire des observations et de donner des réponses.

Sur tout ce qui a été dit, nous nous réservons le droit de faire des observations et de donner des réponses.

Sur tout ce qui a été dit, nous nous réservons le droit de faire des observations et de donner des réponses.

Sur tout ce qui a été dit, nous nous réservons le droit de faire des observations et de donner des réponses.

Sur tout ce qui a été dit, nous nous réservons le droit de faire des observations et de donner des réponses.

Sur tout ce qui a été dit, nous nous réservons le droit de faire des observations et de donner des réponses.

Sur tout ce qui a été dit, nous nous réservons le droit de faire des observations et de donner des réponses.

Sur tout ce qui a été dit, nous nous réservons le droit de faire des observations et de donner des réponses.

Sur tout ce qui a été dit, nous nous réservons le droit de faire des observations et de donner des réponses.

Sur tout ce qui a été dit, nous nous réservons le droit de faire des observations et de donner des réponses.

Sur tout ce qui a été dit, nous nous réservons le droit de faire des observations et de donner des réponses.

Sur tout ce qui a été dit, nous nous réservons le droit de faire des observations et de donner des réponses.

Sur tout ce qui a été dit, nous nous réservons le droit de faire des observations et de donner des réponses.

Sur tout ce qui a été dit, nous nous réservons le droit de faire des observations et de donner des réponses.

Sur tout ce qui a été dit, nous nous réservons le droit de faire des observations et de donner des réponses.

Sur tout ce qui a été dit, nous nous réservons le droit de faire des observations et de donner des réponses.

Sur tout ce qui a été dit, nous nous réservons le droit de faire des observations et de donner des réponses.

Sur tout ce qui a été dit, nous nous réservons le droit de faire des observations et de donner des réponses.

Sur tout ce qui a été dit, nous nous réservons le droit de faire des observations et de donner des réponses.

Sur tout ce qui a été dit, nous nous réservons le droit de faire des observations et de donner des réponses.

Sur tout ce qui a été dit, nous nous réservons le droit de faire des observations et de donner des réponses.

Sur tout ce qui a été dit, nous nous réservons le droit de faire des observations et de donner des réponses.

Sur tout ce qui a été dit, nous nous réservons le droit de faire des observations et de donner des réponses.

Sur tout ce qui a été dit, nous nous réservons le droit de faire des observations et de donner des réponses.

Sur tout ce qui a été dit, nous nous réservons le droit de faire des observations et de donner des réponses.

Sur tout ce qui a été dit, nous nous réservons le droit de faire des observations et de donner des réponses.

Sur tout ce qui a été dit, nous nous réservons le droit de faire des observations et de donner des réponses.

Sur tout ce qui a été dit, nous nous réservons le droit de faire des observations et de donner des réponses.

Sur tout ce qui a été dit, nous nous réservons le droit de faire des observations et de donner des réponses.

Sur tout ce qui a été dit, nous nous réservons le droit de faire des observations et de donner des réponses.

Sur tout ce qui a été dit, nous nous réservons le droit de faire des observations et de donner des réponses.

Sur tout ce qui a été dit, nous nous réservons le droit de faire des observations et de donner des réponses.

Sur tout ce qui a été dit, nous nous réservons le droit de faire des observations et de donner des réponses.

Sur tout ce qui a été dit, nous nous réservons le droit de faire des observations et de donner des réponses.

Sur tout ce qui a été dit, nous nous réservons le droit de faire des observations et de donner des réponses.

Sur tout ce qui a été dit, nous nous réservons le droit de faire des observations et de donner des réponses.

Sur tout ce qui a été dit, nous nous réservons le droit de faire des observations et de donner des réponses.

Sur tout ce qui a été dit, nous nous réservons le droit de faire des observations et de donner des réponses.

Sur tout ce qui a été dit, nous nous réservons le droit de faire des observations et de donner des réponses.

Sur tout ce qui a été dit, nous nous réservons le droit de faire des observations et de donner des réponses.

Sur tout ce qui a été dit, nous nous réservons le droit de faire des observations et de donner des réponses.

Sur tout ce qui a été dit, nous nous réservons le droit de faire des observations et de donner des réponses.

Sur tout ce qui a été dit, nous nous réservons le droit de faire des observations et de donner des réponses.

Sur tout ce qui a été dit, nous nous réservons le droit de faire des observations et de donner des ré